

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINA—JURISPRUDENȚA—LEGISLAȚIUNE—ECONOMIE POLITICĂ—FINANȚE—SOCIOLOGIE

Director: DEM. I DOBRESCU
Președintele Uniunii Avocaților din România

COMITETUL DE REDACȚIE :

TR. ALEXANDRESCU Avocat, Fost Magistrat Pro-de- canul Trib. Ilfov	ALEX. CERBAN Profesor la Facultatea de Drept, București	IOSEF G. COHEN Avocat	GR. CONDURATU Fost Consilier la C. de Apel București, Avocat	N. JAC CONSTANTINESCU Consilier la Curtea de Apel din București
RÉNÉ DÉMOQUE Profesor la Facultatea de Drept din Paris	V. DONGOROZ Dr. în Drept din Buc. Avocat	CONSTANT IONESCU Avocat, al Statului, Doctor și Laureat în Drept Paris	ALFRED JUVARA Profesor Universitar Avocat	Dr. ȘT. LADAY Fost Magistrat jurisconsult în Cluj
C. SIPSOM Profesor la Facultatea de Drept, București	C. STOEANOVICI Dr. în Drept din Paris Avocat	GR. TRANCU-IAȘI Fost Ministru al Muncii Avocat	P. VASILESCU Profesor Univ ersitar Avocat	AL. VELESCU Dr. în Drept din Buc. Avocat
				ALBERT WAHL Profesor la Facultatea de Drept din Paris

Secretar de redacție: E. C. DECUSARĂ, Dr. în Drept din Paris, Dir. torul Statisticii Judiciare.

Membrii corespondenți pentru Paris: EDOUARD LEVY și SILVIU KRAIN C, D-ri în Drept, Avocați, Paris.

Membrii corespondenți pentru Polonia: EMIL ST. RAPPAPORT, Consilier la Curtea de Casație din Varșovia.

ABONAMENTUL

Un an p. B-ci, Case com., Autorit. 1400 lei
„ Avocați 1000 „
„ Magistrați 800 „
6 luni prețul de sus pe jumătate

APARE ODATĂ PE SĂPTĂMÂNĂ

In lunile Iulie și August
Apare odată la două săptămâni
Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

Redacția și Administrația
București, Strada Artei Nr. 5
Lângă Palatul Justiției
TELEFON 12/29

Anunțăm abonaților noștri că, numărul viitor (29)
al revistei noastre va apare la 19 August 1928.

S U M A R

- La Force Majeure dans les Transports Aériens, par Mr. le Prof. Ripert.
- Observațiuni asupra Proiectului de Cod Penal (urmare) de V. Dongoroz.
- Stelian Ionescu. - Drepturile acționarilor în contra deciziunilor nelegale ale Adunărilor Generale (recenzie) de A. V.

JURISPRUDENȚA :

- Curtea de Casație s. II: I. Silescu cu Ministerul Industriei și Comerțului (Comiterea unei infracțiuni, în streinătate, de către un atașat comercial. Dacă și când poate fi urmărit în România? Art. 4 c. pen. rom. Chestiunea de a ști dacă și legea streină pedepsește infracțiunea comisă, dedusă pentru prima oară în recurs).
- Curtea de apel Chișinău s. I: Sebastian Teodorescu cu Ministerul de Interne (Contencios Ad-tiv. Reaua voință a administrației de a rezolva o cerere privitoare la un drept. Termenul în care se poate introduce cererea pentru recunoașterea dreptului. Art. 1 și 4 din leg. Cont. ad-tiv. Independența acțiunii în contencios de așa zisul recurs ierarhic. Înlocuirea din funcțiunea de primar. Termenul în care are a fi atacate actele elementare ce compun „înlocuirea” Circumscrierea atribuțiunilor și a funcționarei Subsecretariatului de Stat în limitele legii organice a Ministerului de Interne. Calitatea sa de funcționar ad-tiv, pe lângă atribuțiunile politice. Valabilitatea actelor săvârșite de el), cu o Notă de Constantin Teodorescu.

A apărut : DESPRE TESTAMENTE, ed. II,
revăzută, mărită și completată cu Doctrina și Juris-
prudența la zi, de N. Jac Constantinescu, consilier
la Curtea de Apel București. Prețul 300 lei.

La Force Majeure dans les Transports Aériens ¹⁾

1) Les difficultés que l'on rencontre pour déterminer les conséquences de la force majeure dans les transports aériens, tiennent à la notion même de force majeure, telle que la jurisprudence la définit aussi bien en France que dans la plupart des pays étrangers.

C'est un principe à peu près certain qu'une personne ne saurait être responsable du dommage qu'elle paraît avoir causé, lorsque ce dommage est dû en réalité à un cas fortuit ou de force majeure. Ces deux expressions ont toujours été employées en France comme synonymes. Le cas fortuit dé signe l'évènement dû au hasard; la force majeure est la force supérieure à l'activité de l'homme, qu'il n'est pas en son pouvoir d'arrêter ou de guider.

S'il s'agit d'un débiteur tenu en vertu d'un contrat, — comme le transporteur est tenu envers les expéditeurs de marchandises ou les voyageurs, — ce débiteur se trouve libéré s'il établit que l'inexécution du contrat est due à un cas de force majeure. C'est l'application du vieil adage: impossibilium nulla obligatio. En France les art. 1147 et 1148 du Code civil reproduisent cette règle et déclarent le débiteur libéré quand l'exécution de l'obligation est devenue impossible.

1) Precum am anunțat în numărul precedent (p. 424 notă), d-l Profesor Ripert ne-a încredințat spre publicare acest raport făcut în numele delegațiunii franceze la Congresul Juridic Internațional de Aeronautică dela Madrid.

S'il s'agit de la responsabilité délictuelle, quand le dommage est dû à un cas fortuit ou de force majeure, la responsabilité de l'auteur de l'acte ne peut pas être retenue, car il n'est en réalité, qu'un auteur apparent. Il faut, pour que sa responsabilité soit mise en jeu, un lien de causalité entre son acte et le dommage causé. D'ailleurs, dans la théorie générale de la responsabilité civile il n'y pas d'imputabilité sans faute commise, et quand le dommage est dû à un cas fortuit ou de force majeure, il n'existe pas de faute possible.

Mais si on modifie le principe de la responsabilité civile, ces vérités apparaissent comme beaucoup moins évidentes. Tant que la responsabilité a été basée sur la faute, on a unanimement enseigné qu'elle disparaissait s'il y avait cas fortuit. Mais quand on a commencé à admettre qu'il peut y avoir une responsabilité pour le risque créé, le principe de l'attribution des actes à une personne déterminée, peut conduire à faire peser sur cette personne la conséquence des événements qui paraissent dûs au hasard, mais qui proviennent du fait de la personne ou de l'entreprise.

Si on applique ces idées générales aux transports aériens, on dira, au point de vue de la responsabilité contractuelle que le transporteur se libère envers les expéditeurs de marchandises ou les passagers en prouvant que l'accident est dû à un cas de force majeure.

Et pour les accidents causés à des tiers, on dira qu'il n'y a pas de responsabilité pour l'exploitant si la chute de l'appareil et due à un cas de force majeure.

2) Alors se présente la difficulté de la définition de la force majeure. La cause d'exonération est indiquée par cette expression générale. La loi ne donne aucune définition de ces mots. Si on les entend dans un sens très large, la responsabilité du transporteur s'atténue, puisque dans un très grand nombre de cas, il peut établir que l'accident est dû à un hasard qu'il ne pouvait prévoir. Si, au contraire, on donne à l'expression un sens restrictif, le transporteur sera presque toujours responsable, car il ne parviendra pas à prouver l'existence d'un fait libératoire qui l'exonérerait.

Or, les mots eux-mêmes de „cas fortuit”, ou de „force majeure” ne peuvent pas servir à préciser exactement le contenu de l'expression. Il est certain, en effet, que quand il y a cas fortuit on ne peut reprocher à l'auteur apparent du dommage aucune faute positive. A plus forte raison quand il y a „force majeure” l'événement générateur du dommage dépasse l'homme, qui n'est plus qu'un simple instrument de cette force plus grande que la sienne. Mais il s'agit justement de savoir si le risque résultant du hasard ou de ces forces extérieures, n'a pas

été à l'avance accepté par celui qui se livre à l'exploitation. Dans ce cas il ne lui suffirait pas de prouver qu'il n'a pas commis de faute, il aurait, en acceptant le risque, assumé l'obligation de réparer toutes les conséquences de son exploitation.

Ce n'est donc pas, on le voit, une simple difficulté de définition, et ce n'est même pas une simple difficulté de fait que les juges doivent résoudre dans chaque cas déterminé. La solution de ce problème implique une conception générale de la responsabilité civile et de la théorie du risque. C'est pourquoi il se présente d'une façon spéciale en matière de transports aériens et mérite un examen particulier.

Pour faire cet examen il faut distinguer, d'une part, la responsabilité contractuelle du transporteur d'autre part, la responsabilité de l'exploitant envers les tiers.

I. Responsabilité du transporteur

3) La nature contractuelle de la responsabilité du transporteur ne saurait faire de doute pour les marchandises. Elle a toujours été admise pour tous les pays, car les marchandises sont confiées au transporteur qui en prend la garde et doit les restituer dans l'état où il les a reçues.

Pour les personnes on a contesté dans certains pays qu'il puisse y avoir une responsabilité contractuelle. En France il n'y a sur ce point aucun texte de loi, et la jurisprudence a pendant longtemps refusé de reconnaître une telle responsabilité; mais elle est aujourd'hui fixée en sens contraire et depuis une vingtaine d'années les tribunaux admettent que le transporteur est responsable envers les passagers, en vertu du contrat passé, quel que soit le mode de transport et sauf l'effet des clauses d'exonération.

Dans le transport aérien, le transporteur a donc l'obligation d'établir lui même le fait libératoire. Il doit prouver que le dommage est dû, non pas à sa faute, mais à un cas fortuit ou de force majeure.

Ces deux expressions sont considérées comme synonymes dans la jurisprudence française, et les tribunaux les accolent toujours l'une à l'autre. Mais dans certains pays on, au contraire, proposé de distinguer le cas fortuit et la force majeure et c'est justement en matière de transports que le jurisconsulte Exner a proposé cette distinction. Elle aurait pour conséquence de laisser les cas fortuits à la charge de l'entrepreneur de transports, pour ne retenir comme cas libératoire que les événements de force majeure.

Dans d'autres pays, comme en Angleterre, on préfère énumérer les causes d'exonération et c'est ainsi que dans les transports maritimes, les titres de transports, chartes-parties ou connaissements énumèrent les différents cas dans lesquels l'armateur ne sera pas responsable.

Malgré ces différences de conception, les solutions pratiques ne diffèrent pas beaucoup; ceux qui, en effet, déclarent que le transporteur est libéré quand il y a cas fortuit, ne considèrent pas comme des cas fortuits les dommages dus au hasard s'il est possible de relever une faute antérieure du transporteur; le problème pratique se réduit donc à rechercher dans quels cas le transporteur n'est pas responsable parce que l'événement a un caractère libérateur.

4) En général, on admet que deux traits principaux marquent ces événements libérateurs.

Le premier, c'est l'extériorité à l'entreprise.

L'événement ne doit pas dépendre des installations ou de l'exploitation de l'entrepreneur; ce sont, par exemple, les événements atmosphériques, la guerre, la grève, l'intervention d'une autorité publique dite „fait du prince“.

Le deuxième caractère c'est que l'événement ait été imprévisible pour le transporteur; car le fait a beau être extérieur à l'entreprise, si le transporteur a pu le prévoir il devait le faire et il est en faute de ne pas l'avoir empêché.

Bien entendu, il peut y avoir en cette matière des modifications tenant à la convention des parties ou à une disposition légale formelle. Si on introduit dans le contrat des clauses de non-responsabilité, la conséquence est que l'expéditeur ou le voyageur pourra supporter les faits qui dépendent de l'entreprise même et pour lesquels les caractères d'extériorité et d'imprévisibilité ne se rencontrent plus. Inversement, on pourrait concevoir que l'on mit, par une disposition légale ou une clause contractuelle, tous les risques à la charge du transporteur. Il répondrait alors même des événements de force majeure.

Dans le transport aérien, les clauses de non-responsabilité ont été déclarées licites par la plupart des législations, et cette validité n'est point contestée comme principe législatif, tout au moins en tant qu'il s'agit du transport des marchandises. Le transporteur est donc libre de régler lui-même, par ses clauses, l'étendue de sa responsabilité.

5) Mais on doit se demander si dans un tel transport il n'y a pas des raisons particulières pour mettre à la charge du transporteur les conséquences des événements purement fortuits, et pour reprocher à ce transporteur de ne pas les avoir prévus.

Il ne nous paraît y avoir aucune raison pour traiter le transport aérien à ce point de vue, d'une façon différente de tous les autres transports. Dans ces autres transports, on admet que le transporteur est libéré s'il prouve le cas fortuit ou de force majeure. Pourquoi, dans le transport aérien, le tran-

sporteur serait-il transformé en assureur des marchandises ou des personnes?

Les tendances de la législation sont tout à fait opposées, puisque, loin de lui imposer la charge du cas fortuit, on lui permet de se décharger des conséquences de ses propres fautes.

Il faut donc admettre qu'il y a dans ces transports, comme dans tous les autres, des cas de force majeure. La difficulté consiste à donner ici une définition de la force majeure. Il faut pour cela se reporter aux deux caractères que nous avons indiqués comme constitutifs de tels événements. Aucune difficulté particulière ne se présente d'ailleurs en ce qui touche le caractère prévisible ou imprévisible. C'est ici une question de fait: il s'agit de savoir si dans tel cas déterminé le transporteur n'a pas commis de faute en ne prévoyant pas l'événement qui allait se produire.

6) Mais, que faut-il penser, au contraire, du caractère d'extériorité à l'entreprise? N'y a-t-il pas, en matière de transports aériens, à tenir compte de considérations particulières? Ce problème peut être envisagé à deux points de vue:

Le vice de l'appareil, peut-il être considéré comme un cas de force majeure lorsqu'un transport aérien se trouve brusquement arrêté par une chute de l'appareil due à un vice de construction ou tout autre accident?

On pourra essayer de soutenir que l'aéronef est un organisme compliqué dont les éléments de résistance ne peuvent pas être appréciés d'une façon suffisamment précise pour que l'on puisse reprocher comme faute à une Compagnie de Navigation aérienne un vice qui se déclare subitement dans l'appareil.

On dira alors que lorsqu'un aéronef a subi les épreuves réglementaires et satisfait aux visites imposées, le vice propre de l'appareil doit être considéré comme un cas fortuit.

Une pareille conception nous paraît inadmissible. La vérification des appareils incombait à l'exploitant. Alors même qu'il aurait exercé la plus active des surveillances et que la découverte du vice aurait été impossible, ce vice de l'appareil n'est pas un élément extérieur à l'entreprise. L'exploitant ne peut donc pas se décharger de sa responsabilité sous le prétexte qu'il n'a pas pu se douter de la mauvaise condition de son aéronef.

7) En ce qui concerne les conditions atmosphériques le doute est beaucoup plus grand. Un appareil est brisé au cours d'une tempête: doit-on considérer que l'accident est dû à un cas de force majeure? Les événements atmosphériques sont, dans les transports ordinaires, considérés comme le type de cas de force majeure; il est, en effet, tout à fait

anormal qu'un tel évènement interrompe le transport. Mais, dans le transport par air ne faut-il pas compter sur ces évènements, toujours susceptibles de se produire? L'avion évolue dans un milieu qui comporte des risques particuliers. Il appartient à l'exploitant de prévoir ces risques, et en tout cas, s'il ne pouvait les prévoir, d'en assumer la conséquence. Il est, par conséquent, difficile d'admettre qu'en matière de transports aériens les conséquences atmosphériques puissent être retenues comme faits libératoires à la décharge du transporteur. Au surplus, s'il en était autrement, l'expéditeur ou le voyageur rencontreraient des difficultés de preuve insurmontables dans la recherche de la responsabilité du transporteur, parce que ce transporteur pourra toujours établir que la chute de son appareil est due aux conditions dans lesquelles la navigation aérienne s'est effectuée.

8) Nous conclurons donc, sur ce point, que le transporteur par air peut, comme tout autre transporteur, s'exonérer de sa responsabilité, en établissant que le dommage est dû à un cas fortuit ou de force majeure; mais, que ne rentrent pas dans cette définition les accidents qui sont dus, soit au vice de l'appareil, soit aux conditions atmosphériques dans lesquelles le voyage a été entrepris ou poursuivi.

II. Dommages causés aux tiers.

9) Quand on applique, en matière de responsabilité civile, le principe de la responsabilité délictuelle basée sur la faute de l'auteur du dommage, il est naturel qu'il y ait exonération complète de responsabilité lorsque le dommage provient d'un cas de force majeure. Il n'y a alors à la charge de l'auteur de l'acte qu'une apparence de causalité. L'expression „cas fortuit ou de force majeure“ désigne dans ce cas un fait quelconque, qui n'est pas un acte fautif de l'auteur.

Mais si, au contraire, on base la responsabilité civile sur la théorie du risque, celui qui dirige une exploitation prend à sa charge les risques de cette exploitation; il est donc responsable des dommages causés aux tiers, alors même qu'il n'aurait commis aucune faute. Le problème à examiner consiste alors dans la détermination des risques qui sont mis à la charge de l'exploitant. On peut très bien concevoir que tous les risques ne soient pas assumés par celui qui assure l'exploitation et qu'il y ait des distinctions à faire suivant la nature des dommages.

10) La loi française du 31 Mai 1924 comme d'ailleurs la plupart des législations étrangères, admet que pour les dommages causés aux tiers il n'est pas

besoin de faire la preuve de la faute de l'exploitant et que la responsabilité pèse de plein droit sur cet exploitant. Cette loi n'admet comme causes d'exonération que la faute de la victime; elle laisse à la charge de l'exploitant tous les dommages dus à un cas de force majeure, ces dommages étant considérés comme les conséquences fatales du risque de l'exploitant; la loi française n'admet d'exonération pour l'exploitant que dans le cas où il y a une faute de la victime démontrée.

Cette disposition peut paraître dans certains cas assez sévère pour les exploitants des aéronefs, et il faut considérer les différents évènements susceptibles d'entraîner des risques, afin de déterminer si l'exploitant peut être considéré comme ayant pris les risques à sa charge.

11) Le dommage causé à des tiers peut provenir des éléments atmosphériques: l'appareil surpris en plein vol par une tempête ou un cyclone peut être contraint à l'atterrissage forcé, ou encore des objets détachés de cet appareil par la tempête peuvent causer aux tiers des dommages.

Il paraît difficile de décider, dans ce cas, que l'exploitant soit exonéré de toute responsabilité. Ces risques sont, en effet, dus aux conditions dans lesquelles la navigation est entreprise, ils sont la conséquence forcée de cette exploitation d'un caractère particulier; l'exploitant prend à sa charge les risques de l'air et il lui appartient, s'il ne peut les prévoir, de réparer les dommages qui sont la conséquence de ces risques. On peut donc poser en principe qu'il ne faut pas admettre en pareil cas l'excuse de force majeure et que les dommages causés par les évènements atmosphériques font partie des risques acceptés par l'exploitant.

12) Le dommage peut provenir, en second lieu, du fait d'un tiers. Il en sera ainsi quand, à la suite d'une collision entre deux aéronefs en évolution, l'un d'entre eux sera précipité sur le sol, entraînant mort d'hommes ou dommages aux biens; il en sera également ainsi lorsque, à la suite d'une rencontre, une pièce détachée de l'aéronef aura pu causer un dommage à des tiers.

Ici encore il nous paraît difficile de voir dans de pareils évènements des cas de force majeure. Sans doute, l'exploitant peut ne pas être personnellement en faute: il y a là un risque qu'il ne peut ni prévoir, ni empêcher; et, d'après les principes de la responsabilité délictuelle, il devrait être exonéré de toute responsabilité; mais ces risques font partie des risques de l'air; ils sont la conséquence fatale des conditions dans lesquelles la navigation aérienne est entreprise.

Il faut choisir entre l'exploitant et la victime. Quand on a accepté la théorie du risque en matière

d'accidents dus à la navigation aérienne, le choix a été fait: la victime est préférée à l'exploitant.

Bien entendu, dans une pareille hypothèse, l'exploitant responsable envers les tiers aura un recours contre l'auteur de la collision; ce recours sera fondé sur la faute commise par le pilote de l'autre appareil et permera à celui qui l'exercera d'obtenir la réparation du préjudice qui lui a été causé, par suite des indemnités versées aux tiers. Mais c'est là une toute autre question. En ce qui concerne le fait des tiers, nous admettrions par conséquent qu'il n'y a pas, dans ce cas, de force majeure.

13) La question devient beaucoup plus douteuse quand le dommage a été causé sur un ordre de l'autorité publique. On sait que „le fait du prince“ est l'événement qui est peut être le plus caractéristique de la force majeure, puisque le dommage est dû dans ce cas, à une volonté supérieure à celle de l'auteur.

On peut supposer que l'autorité publique d'un Etat impose au pilote de l'aéronef un atterrissage forcé et qu'au cours de cet atterrissage des personnes ou des objets soient endommagés. Sans doute, il a été prévu que l'ordre d'atterrissage ne devrait pas être donné dans des conditions telles que le dommage envers les tiers en soit la conséquence; mais un ordre maladroitement donné peut causer de tels préjudices, et il faut se demander alors si l'exploitant doit en être responsable.

Il nous paraît difficile de l'admettre, si toutefois on ne peut relever aucune faute du pilote, dans l'atterrissage: en effet, dans ce cas, le pilote n'a fait que se conformer aux ordres de l'autorité publique; sa responsabilité n'est qu'apparente; il n'avait pas l'initiative de son acte, il n'était qu'un instrument entre les mains de l'autorité qui donnait l'ordre. Il nous semble, par conséquent, que dans cette hypothèse l'exploitant sera bien fondé à soutenir que le dommage provient, non pas de lui même, mais de l'autorité publique qui a donné l'ordre d'atterrissage et qu'on pourrait admettre l'excuse tirée de la force majeure.

14) On le voit, un principe purement abstrait déclarant que l'exploitant d'un aéronef répond toujours des cas de force majeure, serait, peut-être, d'une rigueur excessive. Le règle d'après laquelle nul ne peut répondre du dommage qu'il n'a pu ni prévoir, ni empêcher, ni accepter, est une règle de bon sens qui reste toujours vraie. Mais dans la navigation aérienne, il y a des dommages que l'exploitant doit accepter, s'il ne peut les prévoir; tous ceux qui dépendent des conditions normales de l'exploitation rentrent dans cette catégorie et ne peuvent être, par conséquent, juridiquement qualifiés cas de

force majeure. Ce n'est que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles que l'excuse de la force majeure pourra être admise.

Conclusions:

Les conclusions suivantes sont proposées à la suite des considérations qui précèdent pour figurer dans le Code de l'Air:

I) Les conditions atmosphériques ne sauraient être, dans le transport des personnes ou des marchandises, considérées comme un cas de force majeure, libérant le transporteur de sa responsabilité.

II) La responsabilité envers les tiers existe même si le dommage provient d'un cas de force majeure.

Toutefois, aucune responsabilité ne sera encourue si le dommage est dû à l'exécution d'un ordre de la Puissance publique ou à un fait de guerre.

GEORGES RIPERT

Professeur à la Faculté de Droit de Paris
et à l'Ecole des Sciences Politiques.

OBSERVAȚIUNI

ASUPRA

Proiectului de cod penal român

(urmare *)

Infracțiunile de presă

§ 80. — Titlul VII din proiect se ocupă de răspunderea penală în infracțiunile de presă, de aceea socotim că formula: „Despre responsabilitatea în infracțiunile de presă“ este necorectă fiind prea largă. Intr'adevăr, se știe că termenul responsabilitate (luat în sensul de răspundere, iar nu ca antiteză noțiunii iresponsabilitate) se rapoartă în mod generic la toate consecințele ce pot naște dintr'un fapt susceptibil de efecte juridice. Pentru a limita deci ideia de răspundere numai la anumite consecințe, trebuie neapărat să i se adauge un calificativ, de ex.: răspundere civilă, răspundere penală, răspundere disciplinară, etc.

Infracțiunile de presă ca origicare alte infracțiuni dau loc la consecințe penale și la consecințe civile. De răspunderea civilă nu are să se ocupe însă codul penal, fiindcă ea se regulează după normele dreptului civil și după dispozițiunea din art. 26 Constituțiune care statornește că proprietarul publicațiunei va fi întotdeauna obligat solidar la plata despăgubirilor civile.

Așa fiind, titulatura. Tit. VII trebuie modificată pentru a indica adevăratul conținut al acestui titlu. Se va scrie deci: „Despre răspunderea penală în in-

*) Vezi No. 19, 20, 21, 22, 24, 25, 26 și 27 din 1928.

fracțiunile de presă", iar nu în mod generic „Despre răspunderea în infracțiunile de presă“.

Credem că termenul răspundere este mai propriu, dovadă că art. 142 spune: „sunt răspunzători“, iar nu *sunt responsabili*“.

Ca sistematizare credem deasemeni că ar fi trebuit să se înceapă prin a se da definițiunea infracțiunilor de presă și apoi să se arate cine și în ce condițiuni răspunde de aceste infracțiuni,

§ 81. — Expresiunea „în lipsa“ din art. 143 care indică succesiunea răspunderei, expresiune folosită și de Constituțiune, nu este destul de precisă, fiindcă nu *lipsa ci necunoașterea* persoanei care trebuie să răspundă mai întâi, face ca răspunderea să coboare la subiectul următor al succesiunii. Apoi necunoașterea răspunzătorului imediat, nu implică că organele chemate a descoperi pe infractori nu ar avea dreptul să caute pe adevăratul vinovat.

Propunem deci:

„Pentru infracțiunile de presă sunt răspunzători:

1) *La publicațiunile periodice: autorul articolului sau informațiunei, directorul publicațiunei și redactorul ei.*

2) *La publicațiunile neperiodice: autorul scrierei, editorul ei și patronul tipografiei sau litografiei. Fiecare din persoanele de mai sus răspund în ordine enumerării și numai dacă persoana sau persoanele ce o preced în această enumerare, nu sunt cunoscute sau nu au putut fi descoperite, ori sunt acoperite de vreo imunitate penală“.*

Am prevăzut și cazul când autorul, directorul, editorul, etc., sunt acoperiți de o imunitate (de ex. agenții diplomatice, membrii parlamentului în timpul sesiunilor). Socotim că în interesul represiunii este ca atunci când o persoană asupra căreia cade răspunderea pentru infracțiunea de presă, este imună, să opereze regresul fiindcă altfel la adăpostul acestei imunități s'ar putea săvârși cele mai grave infracțiuni de presă.

Credem deasemeni că se mai impune o precizare. În adevăr foarte adeseori în practică, persoanele cari răspund prin regres, vin să arate pe autor tocmai după ce procesul penal a ajuns în stare de judecată, adică după ce s'a efectuat instrucțiunea prealabilă și instrucțiunea orală, făcând astfel ca sancțiunile să întârzie prin reluarea procesului de la capăt. Ar trebui deci să se prevadă că divulgarea răspunzătorului sau răspunzătorilor, cari preced, în enumerarea legii pe răspunzătorul prin regres, nu poate fi primită decât la prima înfățișare la instanța de fond.

Propunem deci: „Răspunzătorul prin regres va fi apărât de pedeapsă dacă cel mai târziu la prima înfățișare înaintea instanței de fond va arăta nu-

mele uneia din persoanele cari conform legii trebuie să răspundă înaintea sa“.

§ 82. — În art. 144 se definește termenul „autor“ însă de o manieră foarte discutabilă. Se spune că este autor cel care a *conceput și redactat*, deci, se cere ca aceste două activități să fie efectuate de aceeași persoană, altfel nu mai poate fi considerată ca autor și implicit nu mai răspunde ca atare. Cel mai bun mijloc de a scăpa deci de răspundere va fi ca unul să conceapă și altul să redacteze. Directorii și redactorii pentru a nu fi ei expuși răspunderii în locul autorilor, vor trebui să le ceară acestora să facă dovada că ei au conceput și tot ei au redactat. Până acum, redactorii se mulțumiau să ceară semnătura pe articol pentru a ști că are de-a face cu autorul, deacum înainte semnătura nu mai este suficientă conform proiectului.

În articol mai întâlnim și o imperfecțiune de stil și anume „în intențiunea“, or românul zice „cu intențiunea“; apoi „de a fi dată publicității“ ce să fie dată publicității? scrierea, articolul sau informațiunea, desigur! în cazul acesta construcțiunea lasă de dorit.

Dar autorul este oare, cum spune proiectul, numai cel care scrie cu intențiunea de a publica? Sau trebuie ca o informațiune să fie *incriminată* pentru ca cel ce a procurat-o să devină autor?

Altceva desigur a voit să spună proiectul și anume că numai atunci autorul răspunde când lucrarea sa a fost publicată cu voința și asentimentul său. Cât despre calificativul *incriminată* alipit cuvântului informațiunii, el este inutil fiindcă nimeni nu va fi chemat în justiție pentru o informațiune *neincriminată*.

Noi propunem: „Autor este acel care a compus o scriere de orice fel.

„Sunt deasemeni considerați ca autori cei ce semnează o scriere, un articol sau o traducere, precum și cei ce procură o informațiune.

„Autorul nu răspunde decât dacă publicarea s'a făcut cu știerea și voința sa“.

§ 83. — Deasemeni definițiunea editorului este confuză și inelegant formulată. Se spune că: „*Prin editor se înțelege, în caz că nu e tipograful sau litograful*“..., adică, dacă este tipograful sau litograful, atunci nu se mai înțelege... *nimic*, sau poate se înțelege... *altceva*, pe care proiectul îl ține în secret?! Deci, trebuesc eliminate cuvintele „în caz că nu e tipograful sau litograful“.

Tipograful sau litograful dacă a făcut tot el și pe editorul, răspunde fără a mai fi nevoie să-i atribuiască calitatea de editor, fiindcă lipsind editorul, delăsine (în ordinea succesiunii legale) răspunderea va cădea pe tipograf, încât nu importă dacă el răspunde

ca editor sau ca tipograf și deci e de prisos a se face vorbire specială de această ipoteză în lege.

Deasemeni introducerea elementului *suportărei cheltuelii* în definițiunea editorului, poate conduce la neajunsuri.

Cel care întreprinde publicarea unei scrieri trebuie oare neapărat să fi suportat el personal cheltuielile acelei publicări? Iar dacă face dovada că alteineva a suportat cheltuielile, scapă de răspundere?

Să ne închipuim ipoteza că persoana care a întreprins publicarea, ar face dovada că cheltuiala tiparului și imprimării au fost suportate de însăși autor, care a plătit costul, dar nu a voit să-și arate numele sau a cerut ca să nu i se divulge numele. Dacă am admite că în acest caz persoana care a întreprins publicarea pe cheltuiala autorului sau al oricărei alte persoane anonime, nu mai răspunde ca editor, atunci toți editorii s'ar înarmă cu dovada că o altă persoană, al cărui nume nu-î cunoaște sau nu-l poate divulga, a suportat cheltuielile, așa că legea ar fi totdeauna eludată.

De aceea, credem că nu trebuie condiționată calitatea de editor de incidența cheltuielilor de publicare.

Propunem: „*Este editor orice persoană sau asociațiune care a întreprins publicarea unei scrieri neperiodice*“.

„*Dacă asociațiunea are conducători vor răspunde numai aceștia în calitate de editori; în caz contrar, vor răspunde toți membrii asociațiunii*“.

§ 84. — Art. 146 din proiect, așa cum este conceput, este pe deaîntregul neconstituțional. Art. 26 din Constituțiune arată precis și limitativ persoanele cari vor răspunde în infracțiunile de presă. Fiind vorba de răspundere penală și normele penale neputând fi întinse peste litera lor, atunci când creiază răspunderi și incriminări, iar pedepsa fiind vorba și de o dispozițiune constituțională, nimeni, afară de persoanele din art. 26 Constituție, nu mai poate fi făcut răspunzător pentru infracțiunile de presă.

Ori proiectul, prin art. 146 stabilește o nouă categorie de persoane cari pot fi urmăriți: „*ca autori ai infracțiunii de presă*“ și anume: vânzătorii, distribuitorii, expeditorii și lipitorii de afișe, de cari Constituțiunea nu pomeneste nimic. Deși e măgulitoare cîntea ce se face acestor umili auxiliari ai presei, atribuindu-li-se o răspundere mare, totuși credem că ei au tot dreptul să invoace Constituțiunea și să reproșeze Consiliului legislativ că a lăsat să se strecoare o dispozițiune neconstituțională.

Cei cari vînd, distribue, expediază, etc. publicațiuni din cele arătate de art. 146, pot fi făcuți răs-

punzători pentru o infracțiune de sine stătătoare, provenită din propria lor faptă, dar nu pot fi socotiți ca *autori* a unor infracțiuni de presă pe cari nu le-au comis și nici nu li se poate pune în spinare o răspundere prin regres, fiindcă Constituțiunea nu-i prenumără în succesiunea din art. 126.

Deci „*In toate cazurile din art. 143*“ (cum începe art. 146 din proiect) nu pot răspunde decât cei arătați în art. 143, iar nu și alții cum vrea proiectul. Trebuie deci creiată o infracțiune de sine stătătoare, așa cum s'a făcut în art. 151.

Propunem: „*Se vor pedepsi cu închisarea corecțională dela 1 lună până la 6 luni. toți acei cari vînd, distribue, expediază sau afișează publicațiuni cari conțin o infracțiune de presă, oridecâteori în acele publicațiuni nu se arată numele vreuneia din persoanele enumerate la art. 143, sau dacă aceste persoane domiciliază în străinătate sau sunt acoperite de imunitate penală*“.

„*Ei vor fi apărați de pedeapsă dacă vor arăta fie pe una din persoanele răspunzătoare conform art. 143, domiciliată în țară și neacoperită de imunitate, fie pe acela dela care dețin publicațiunea. Acesta din urmă va putea la rîndul său să fie apărat de pedeapsa prevăzută în primul aliniat dacă va face arătarea de care se vorbește mai sus*“.

Cel dela care vânzătorii sau distribuitorii dețin publicațiunea deasemeni nu poate răspunde pentru infracțiunea de presă coprinsă în publicațiune, fiindcă Constituțiunea nu-i atribue această răspundere, ci el poate cel mult răspunde pentru o infracțiune proprie, adică pentru faptul de a fi întreprins difuziunea publicațiunii incriminate. De ceia am precizat în alin. 2 al art. 146 în redacțiunea propusă de noi, că pedeapsa cuvenită este cea din alin. 1. Infracțiunea din art. 146 va fi deci o infracțiune de culpă.

§ 85. — La art. 149 mai trebuie, să se adauge încă o condițiune ca un corolar a celor arătate de noi la § 81 și anume: c) „*Să nu fie acoperiți de vreo imunitate penală*“.

Consecința acestei condițiuni va fi că pe tot timpul cât directorul sau redactorul va beneficia de o atare imunitate, el va trebui să-și pună un înlocuitor.

Această condițiune este un imperativ al principiului constituțional, care cere ca în fruntea publicațiunilor periodice să se găsească o persoană efectiv răspunzătoare, așa că departe de a putea fi privită ca excedând previziunile textului din Constituțiune, ea cată a fi considerată ca răspunzând în totul acestui text.

§ 86. — Art. 150 începe cu o redacțiune necorectă, spunând: „*Delicte de presă sunt:*“ de ce de-

licte și nu infracțiuni? Oare în enumerarea din art. 150 sunt numai delictе? Dacă ar fi așa, atunci redacțiunea ar fi corectă; dar e contrariul. Chiar primul caz dela punctul a ne oferă posibilitatea unei crime de presă, fiindcă vorbește de „*instigare sau indemn direct la crime sau delictе*“; ori instigarea la crimă este tot crimă, iar instigatorul se pedepsește la fel cu autorul crimei (art. 136). Sau poate proiectul a înțeles instigarea rămasă fără efect??

Așa dar trebuie înlocuit atât în art. 150 ca și în art. 143 termenul *delictе* cu acela de *infracțiuni*. În suși proiectul în art. 196 vorbește de crime de presă.

Pe de altă parte, enumerarea din art. 150 ni se pare foarte puțin recomandabilă, fiindcă oricând se vor putea găsi și alte infracțiuni care în mod științific și rațional vor trebui să fie considerate ca infracțiuni de presă. Cazuistica a fost marele defect al tuturor vechilor codificări, fiindcă oricând se străduiau aceste coduri ca să prevadă toate cazurile, totdeauna în practică se mai iveau alte cazuri noi. Astăzi în tehnica legislativă tendința este de a se adopta *normele în alb* oridecâteori avem de a face cu entități juridice a căror noțiune poate fi mai corect precizată prin indicarea *conținutului* ei, decât prin arătarea *sferei* sale.

Noi am arătat în *Tanoviceanu* vol. II, p. 142-3 criteriul după care o infracțiune poate fi considerată ca infracțiune de presă.

Se știe că în afară de infracțiunile cari rezultă din încălcarea obligațiunilor impuse presei sub sancțiunea unor penalități și cari constituie singurele infracțiuni exclusiv de presă, toate celelalte infracțiuni de presă nu sunt decât infracțiuni de drept comun, comise prin presă, fiindcă legea penală le pedepsește și atunci când sunt comise pe altă cale decât aceia a presei. Distingețiunea pe care unii autori o fac între *infracțiunile de presă* și *infracțiunile de drept comun comise pe calea presei*, este lipsită de valoare, fiindcă și infracțiunile de presă sunt tot infracțiuni de drept comun comise pe calea sau prin mijlocirea presei. Criterul cu ajutorul căruia putem distinge când o infracțiune de drept comun comisă pe calea presei devine infracțiune de presă și când rămâne o infracțiune ordinară, trebuie căutat în însuși obiectul, funcțiunea și finalitatea presei, privită ca manifestare umană, ca factor social și ca instituțiune juridicește disciplinată.

Oridecâteori o activitate conformă cu obiectul funcțiunea și finalitatea presei s'a realizat pe calea presei de așa manieră încât prin ea însăși a înfrânt legea penală, vom avea o infracțiune de presă.

Dinpotrivă, oridecâteori o activitate realizată prin a avut ca obiect, funcțiune și finalitate pregătirea, presă și care prin ea însăși nu este ilicită penală, înlesnirea sau întregirea unei alte activități prin

care legea penală a fost înfrântă, ilicitul penal constând în această din urmă activitate, realizată în afara presei, vom avea o infracțiune ordinară (vezi exemplele din *Tanoviceanu*, op. și loc. cit.).

Am prefera deci să se înscrie în viitorul cod definițiunea generică: „*Sunt infracțiuni de presă:*

a) *Infracțiuni de drept comun atunci când materialitatea lor s'a realizat în întregul ei prin presă și ca rezultat al unei activități de presă.*

b) *Infracțiunile privind rânduelile impuse presei prin diferite legi*“.

Cu chipul acesta stabilirea unei enumerări, care totdeauna va fi necompletă, devine inutilă.

§ 87. — În art. 151 credem că ar trebui eliminat dezacordul dintre redacțiunea dela începutul articolului unde se spune: „*numele directorului și al redactorului*“ și redacțiunea dela sfârșit unde stă scris: „*numele directorului SAU redactorului*“. E lesne de înțeles de ce acest dezacord nu poate dăinui. Constituțiunea spune că orice publicațiune periodică va trebui să aibă un director sau un redactor răspunzător. Constituțiunea mai adaugă că numele directorului și al redactorului vor figura vizibil și permanent în fruntea publicațiunii, dar această dispozițiune se interpretează în lumina dispozițiunii care o precede și care cere să existe sau un director sau un redactor responsabil, deci va figura fie numele directorului, fie al redactorului, fie al amândorora, după cum există numai unul din ei sau amândoi.

În art. 151 din proiect, obligațiunea impusă proprietarului, sub sancțiune penală, de a înscrie în fruntea publicațiunii *numele directorului și al redactorului*, ne mai fiind precedată de o dispozițiune lămuritoare, înseamnă că nu mai este suficient să se înscrie fie numele directorului, fie acela al redactorului, ci trebuie neapărat să se înscrie numele amândorora, ceea ce desigur nu corespunde dispozițiunii constituționale. De aceea credem că trebuie să se spună sau în loc de și așa cum se spune în partea finală a art. 151.

VINTILA DONGOROZ

(Va urma)

INALTA CURTE DE CAS. ȘI JUSTIȚIE S. R.

Audiența dela 27 Martie 1928

Președinția d-lui OSCAR N. NICOLESCU, președinte

I. Silescu cu Ministerul Industriei și comerțului

Decizia No. 2471

Atașat comercial al României în străinătate. Comiterea unei infracțiuni în străinătate. Dacă și când poate fi urmărit în România, Art. 4 c. penal român. Cestiunea de a se ști dacă și legea străină pedepsește infracțiunea comisă, dedusă pentru prima oară în recurs.

Conform dispozițiunilor art. 4 c. p. infracțiunile calificate delictе comise de români în țară străină pot fi

urmărite și pedepsite în România dacă și legea străină pedepsește acel fapt. Această condițiune fiind esențială și de ordine publică instanțele de fond sunt datoare a o cerceta chiar când inculpatul nu o invoacă, iar dacă nu a fost examinată la fond, ea poate fi propusă pentru prima oară în Casație.

Membrii corpului diplomatic se bucură de imunitate în țara unde sunt trimiși, imunitate care își găsește fundamentul nu în ficțiunea extrateritorialității, ci în trebuința de a se asigura independența agenților diplomatice în îndeplinirea misiunii lor. Așa fiind, dacă un agent diplomatic nu poate fi urmărit în țara străină pentru infracțiunile săvârșite acolo, el poate însă fi urmărit în țară, însă în aceleași condițiuni impuse de art. 4 alin. 2. c. p.

Din moment ce se face dovada înaintea Înaltei Curți ca faptul comis în țara străină și calificat delict este prevăzut și de legea acelei țări, omisiunea instanței de fond de a examina legea străină sau mai este esențială și condamnarea pronunțată devine legală.

Curtea,

Ascultând pe d. avocat V. Dongoroz în dezvoltarea motivului II de casare rămas în divergență; pe d. avocat C. Stoicescu din partea Ministerului de Industrie și Comerț, partea civilă, în combateri și pe d-l Procuror General în concluziuni pentru respingere.

Deliberând,

Asupra motivului II de casare rămas în divergență:

„Violarea art. 4 al. 2 c. p. Omisiune esențială.

„Am arătat la început că, faptele ce mi se impută, se pretinde că le-aș fi săvârșit la Roma, deci în Italia, pe când mă găseam în acea țară ca atașat comercial al României, în anul 1921.

„Or, conform art. 4 al. 2 din c. p. delictul comis de un român în țară străină, nu pot fi urmărite în România, decât dacă se stabilește că ele sunt pedepsite și de legea țării unde au fost comise.

„Prin această dispozițiune din art. 4 c. p. legea noastră, nu numai că stabilește pentru incriminarea și pedepsirea în țară, condițiunea ca delictul săvârșit în altă țară, să fie pedepsit și de legea acelei țări, dar mai stabilește și c a doua condițiune, anume că dacă în țara respectivă, delictul nu se pedepsește, acțiunea publică nu poate fi deschisă. În adevăr, textul art. 4 c. p. spune: „...va putea fi urmărit... dacă acele fapte sunt pedepsite după legislațiunea țării unde au fost săvârșite“; deci, însăși urmărirea este condiționată de această verificare prealabilă.

„Așa dar în raport cu dispozițiunea art. 4 c. p. rezultă următoarele consecințe:

a) Organele de urmărire nu pot deschide acțiune publică până ce nu au cercetat în prealabil, dacă faptul imputat și comis în țară străină, este pedepsit în acea țară.

b) Chiar dacă organele de urmărire au stabilit că faptul este pedepsit în țara în care s'a comis, încă nici în acest caz, instanțele de fond nu vor putea pronunța condamnarea până ce nu vor constata și ele că în adevăr faptul este pedepsit în țara respectivă.

„Aceste îndatoriri trebuie să fie îndeplinite din oficiu fiindcă condițiunea din art. 4 atingând însuși dreptul de urmărire și incriminabilitatea faptului, care a fost comis în țară străină, este de ordine publică.

„În adevăr, după cum organele de urmărire ca și instanțele de fond sunt datoare, ca din oficiu să examineze dacă un fapt imputat este sau nu pedepsit de legea penală, sau dacă acțiunea publică este posibilă sau dimpotrivă ea

este stinsă prin amnistie, prescripție, etc. Deasemenea și în cazul de față, organele de urmărire ca și instanțele de judecată, erau datoare să cerceteze în prealabil, dacă faptele ce mi se impută mie, Silescu, sunt pedepsite de legea țării unde se pretinde că am comis aceste fapte. Căci legiuitorul a considerat ca un delict care s'ar fi comis în țară străină pe care legea acelei țări nu-l pedepsește, urmează să fie considerat și la noi, ca și cum legea română nu l'ar pedepsi chiar dacă legea noastră penală ar pedepsi faptele respective.

„Deci urmărirea și pedepsibilitatea faptelor, este pusă de legiuitorul nostru, în funcțiune de legea străină.

„Prin urmare, atunci când se urmărește un fapt comis în țară străină și când se pedepsește un atare fapt, având în vedere numai legea română, se comite un exces de putere și o omisiune esențială, fiindcă se urmărește și se pedepsește un fapt, pe care legea română nu-l urmărește și pedepsește decât sub condițiunea ca acel fapt, să fie stabilit în prealabil, că se pedepsește și în țara unde s'a comis.

Doctrina este de acord în această privință și anume, că revine ministerului public, atunci când urmărește un delict comis în țară străină, să facă dovadă că acel delict este pedepsit și în țara unde se pretinde că delictul a fost comis. În ce privește instanțele de judecată, ele au datoria, de a arăta atunci când condamnă, că au constatat că legiuirea străină respectivă pedepsește acel fapt.

„În acest sens:

„C'est au ministère public, qui poursuit un délit commis en pays étranger, à faire la preuve que ce délit est puni par la loi étrangère: onus probandi incumbit ei qui agit. Il doit démontrer qu'il y a entre la législation pénale française et la législation du pays où le fait a été commis identité quant à l'incrimination“ (Garraud, Traité de droit pénal, ed. 3, vol. I, No. 188 pag. 402. Le Poittevin, cod. d'instr. crim. art. 7 n. 136; Tanovicéanu, Traité, ed 2 vol. I pag. 333 nr. 318/2, F. Hélie, Instruction criminelle, vol 5 pag. 523).

„În speță nici ministerul public, când a deschis acțiunea publică, nici judecătorul de instrucție, când a dat ordonanța de trimitere, și nici instanțele de fond, când au judecat și au pedepsit, nu au avut în vedere condițiunea pusă de art. 4 al. 2 c. p. și au judecat faptele puse în sarcina mea, Silescu, așa fel ca și cum ar fi fost săvârșite în România.

„În atari condițiuni, atât organele de urmărire cât și instanțele de fond au violat art. 4 c. p. și au comis o gravă omisiune esențială, care atrage nulitatea actelor urmate în cauză.

„Dacă nu s'ar fi comis această omisiune, s'ar fi văzut că nu există identitatea de incriminare între legislația română și cea italiană, și că faptele ce mi se impută, nu numai că nu puteau fi pedepsite, dar nici măcar urmărite.

„Cum constatarea și cercetarea pentru a se vedea dacă legea străină pedepsește un delict după legea română, constituie o chestiune de fapt care revine instanțelor de fond, nu putem discuta aci lipsa de identitate dintre legiuirea română și cea străină; dar putem cere Înaltei Curți, să constate că instanțele de fond și organele de urmărire au omis să examineze dacă legea italiană pedepsește faptele ce mi se impută și cari ar fi fost comise în Italia, și în consecință, fiind vorba de o neregularitate de ordine publică, să admită recursul, declarând nule actele de procedură urmate în cauză și îndeplinite cu violarea art. 4 c. p.“

Având în vedere și memoriile cu dezvoltarea motivului de casare de mai sus, precum și actele depuse de recurent posterior, în susținerea acestui motiv;

Având în vedere că prin decizia supusă recursului de față recurentul Ioan Silescu a fost condamnat pen-

tru delictul de trafic de influență prevăzut și pedepsit de art. 146 cod penal;

Având în vedere că faptul constatat în mod suveran de instanța de fond în sarcina recurentului constă în aceea că, pe când recurentul, român, se afla ca atașat comercial al României la Roma, a acceptat să i se promită o sumă de bani de către Cassa Grandis pentru a interveni pe lângă Colonelul Cezărescu, care făcea parte dintr-o comisiune trimisă la Roma pentru a trafa cumpărarea de uniforme militare pentru Ministerul de Războiul Român, ca acest Colonel, căruia Silescu i-a oferit o parte din suma acceptată de el, să facă a se respinge de către Comisiune oferta Statului Italian și să se admită aceea a Cassei Grandis;

Considerând că art. 4 din codul penal dispune în alin. II că orice român va putea fi urmărit și judecat pentru faptele săvârșite, fie ca martor fie ca complice, în afară de teritoriul României, și calificate delict după acest codice, dacă acele fapte sunt pedepsite după legislațiunea țării unde au fost săvârșite, în afară de delictele anume enumerate în acest text și printre cari nu figurează cel pentru care a fost condamnat recurentul;

Considerând că din acest text de lege rezultă că pentru ca delictul comis în țară străină de un român, să fie pedepsit în România se cere ca el să fie de asemenea pedepsit de legislațiunea țării unde a fost săvârșit, adică ca cele două legislațiuni să prevadă și să pedepsească același fapt;

Că, această cerință a legii este o condițiune legală și esențială pentru ca românul infractor în țară străină să poată fi urmărit și judecat în România;

Că posibilitatea de urmărire și de judecată a românului reîntors în țara lui depinzând, după chiar articolul 4 c. p., și de legislațiunea străină, și instanța de judecată, pentru aplicarea acestui text, neavând decât să examineze dacă delictul imputat românului există și în legislațiunea țării unde a fost săvârșit, iar nu să aplice sau să interpreteze o lege străină la care nu se raportă legea națională, cestiunea de a se ști dacă cele două legislațiuni prevăd și pedepsesc același delict nu este o pură cestiune de fapt care să scape controlului Curții Supreme când este chemată a se pronunța dacă condițiunile legale prevăzute de art. 4 pentru urmărirea și judecata românului infractor sunt îndeplinite;

Considerând, în speță, că este necontestat că faptul imputat recurentului a fost comis în țară străină, și anume în Italia, dânsul fiind trimis ca atașat comercial al României; că pentru acest fapt nu a fost judecat în Italia; că, însă, instanța de fond omite a examina din punctul de vedere al aplicațiunei art. 4 al. II cod penal, dacă faptul pus în sarcina recurentului este ori nu pedepsit și în Italia;

Că, deși această din urmă cestiune nu a fost propusă înaintea instanței de fond, totuși ea fiind de ordine publică, poate fi invocată pentru prima oară în recurs;

Considerând, în ce privește calitatea recurentului de atașat comercial al României în momentul săvârșirii delictului ce i se impută, că este cert în dreptul internațional public că agentul diplomatic al unui Stat acreditat în țară străină se bucură de imunitatea jurisdicțiunei penale, adică că el, când ar comite o infracțiune, nu poate fi urmărit și judecat de instanțele represive străine, imunitatea care se justifică nu prin ficțiunea exterritorialității, ficțiune vagă ce conduce la consecințe neadmisibile, ci prin independența de care

are nevoie agentul diplomatic pentru a putea să-și îndeplinească misiunea lui și prin respectul ce se datorește suveranității ce reprezintă, căci, dacă ar fi justificabil de tribunalele străine autoritatea națională ar avea facultatea sub pretext de un delict, să-l urmărească sau să-l aresteze sau să ordone perchezițiuni la locuința lui, și posibilitatea unor asemenea acte ar împiedica orice misiune diplomatică;

Că, de această imunitate se bucură nu numai agentul diplomatic, dar și personalul oficial al legațiunei în care sunt cuprinși și atașatii militari și atașatii comerciali trimiși de Statul lor, căci și ei au un caracter diplomatic întrucât ajută pe agentul diplomatic în îndeplinirea atribuțiunilor lui, în cari intră și aceea de a cunoaște perfect starea militară, comercială și industrială a țării unde el este acreditat;

Considerând că agentul diplomatic precum și aceia cari fac parte din personalul oficial al legațiunei nu sunt iresponsabili de infracțiunile ce ar comite în Statul străin, ei ei sunt răspunzători în fața autorităților țării lor; că, însă, dacă aceștia sunt români, ei nu pot fi urmăriți și judecați, întorși în țară, decât tot în condițiunile prevăzute de art. 4 alin. 2 c. penal, deoarece acest text fiind redactat în termeni generali și nefăcând absolut nici o excepțiune, le este aplicabil.

Considerând că prin deciziunea supusă recursului, recurentul a fost condamnat pentru delictul de trafic de influență prevăzut și pedepsit de art. 146 cod penal;

Considerând că din traducerea textului art. 204 cod penal italian, în vigoare în Italia în momentul comiterii faptului imputat recurentului, traducere făcută de Consulatul Italian din București, certificată de Ministerul de Externe și depusă la dosar de partea civilă, rezultă că prin acest text, de sub capitolul X intitulat „Despre traficul de influență pe lângă funcționarii publici” se pedepsește acela care, fălindu-se cu influența sa ori cu legăturile sale pe lângă un membru al parlamentului sau pe lângă un funcționar public, primește sau cere pentru sine sau pentru alții ca să se dea ori să se promită bani sau alte foloase, ca stimulent sau ca răsplată pentru intervenția sa pe lângă un atare personaj sau sub pretext că trebuie a se cumpăra favoarea personajului sau a se face răsplătirea lui pentru zisa lui favoare, va fi pedepsit”.

Considerând, prin urmare, că faptul ce se impută recurentului constituie o infracțiune și după codul penal italian; că, aceasta este suficient pentru aplicarea art. 4 alin. 2 c. p. căci legea nu cere pentru ca românul să poată fi urmărit și judecat în țara lui ca el să fi putut fi urmărit și pedepsit și în Statul străin pentru infracțiunea ce i se impută, și deci este indiferentă împrejurarea, relevantă de recurent, că dânsul nu ar fi putut fi urmărit în Italia din cauză că persoana pe lângă care și-a traficat influența era funcționar român, — străin — iar nu italian;

Că, dar din momentul ce este stabilit că faptul imputat recurentului constituie infracțiune și după legea țării în care a fost comisă, bine în conformitate cu legea recurentul a fost judecat pentru acest fapt și deci omisiunea instanței de fond invocată de recurent nu este esențială și ca atare nu poate fi de natură a atrage casarea hotărârei de condamnare;

Că, dar, nici motivul II de casare, rămas în divergență, nu este întemeiat și, în consecință, recursul urmează să fie respins.

Pentru aceste motive, Curtea respinge, etc.

CURTEA DE APEL CHIȘINĂU, SECȚIA I

Audiența dela 4 Aprilie 1928

Președinția d-lui CONST. CLIMESCU, Prim-președinte

Sebastian Teodorescu cu Ministerul de Interne

Deciziunea No. 7

Contenciosul ad-tiv. — Reaua voință a administrației de a rezolva o cerere privitoare la un drept — Cereri pentru recunoașterea dreptului. — Termenul în care se pot face. Art. 1 și 4 din legea cont. ad-tiv.

Independența acțiunii în contencios de așa zisul recurs ierarhic. — Înlocuirea din funcțiunea de primar. Cuprinsul expresiunii. — Supunerea elementelor componente ale înlocuirii la condiții juridice altele de cât înlocuirea însăși. — Inadmisibilitate. — Termenul în care au a fi atacate actele elementare ce compun „înlocuirea”.

Subsecretariatul de Stat pe lângă Ministerul de interne. — Legea din 5 Martie 1921 pentru înființarea lui. — Circumscrierea atribuțiilor și a funcționării subsecretariatului de Stat în limitele legii organice a Ministerului de interne. — Calitatea sa de funcționar ad-tiv, pe lângă atribuțiile politice. Valabilitatea actelor săvârșite de el.

Potrivit art. 1 din legea cont. ad-tiv, oricine s'ar pretinde vătămat prin un act administrativ de autoritate ilegal, în drepturile sale pecuniare, patrimoniale sau extrapatrimoniale, sau care s'ar pretinde vătămat prin reaua voință a administrației de a-i rezolva o cerere privitoare la vreun drept, poate face reclamațiune la instanțele judecătorești competente pentru recunoașterea dreptului său.

Conform art. 4 al. 2 din legea contenciosului ad-tiv, dacă administrația tace și nu rezolvă cererea reclamantului, acesta are dreptul să intenteze acțiune în cont. ad-tiv în termen de 60 zile dela data când s'a înregistrat cererea sa la administrație, iar dacă acțiunea nu o înregistrează sau reclamantul nu poate cunoaște data înregistrării, termenul de 60 zile curge dela data notificării prin portărei a cererii sale.

Acțiunea în contenciosul ad-tiv este independentă și nu poate fi împiedicată de așa zisul recurs ierarhic, putând fi intentată, fie odată, fie înainte fie în urma acestui recurs, cu condiția respectării termenului din legea cont. ad-tiv.

Faptul de a fi considerat demisionat din funcțiunea de primar, precum și actele ce au urmat: convocarea consiliului comunal, alegerea altui primar și confirmarea lui, luate izolat, nu sunt în realitate decât elemente componente ale unui act complex: „înlocuirea”, expresiune în care se cuprinde și revocarea și orice alte formule prin care se indică scoaterea din funcțiune. Toate aceste acte ca elemente componente ale înlocuirii nu pot fi supuse la condiții juridice altele decât înlocuirea însăși, care nu poate decât în termenul de 30 zile, prevăzut de lege.

Deși regulamentul despre care vorbește legea dela 5 Martie 1921, prin care s'a înființat un subsecretariat de Stat pe lângă Ministerul de Interne, n'a fost întocmit, totuși din faptul că legea circumscrie atribuțiile și funcționarea subsecretariatului de Stat în limitele legii organice a Ministerului de interne, care nu se ocupă decât de funcționarii și serviciile ad-tive, rezultă că subsecretarul de Stat, care are și nu poate avea alte atribuții decât acelea din legea organică a Ministerului de interne, pe lângă atribuțiile politice rezultând din art. 100 din Constituție, care autoriză

înființarea de subsecretariate de Stat, este un funcționar ad-tiv, și prin urmare actele săvârșite de el nu pot să fie considerate ca inexistente și această inexistență să poată fi invocată de oricine și oricând.

Reclamantul personal și asistat de d-l adv. Iuliu Dragomirescu. Pârâțul prin d-nii adv. H. Aznavorian, L. Daus, D. Apostolescu și C. Sachelarescu.

Curtea,

Asupra incidentului de tardivitatea acțiunii înreg. la Nr. 20 din 928, intentată de Sebastian Teodorescu, fost primar al municipiului Chișinău, în contra Ministerului de interne:

Văzând acțiunea, concluziile părților și actele cauzei, din cari se constată următoarele:

Reclamantul Sebastian Teodorescu a funcționat ca primar al municipiului Chișinău până în ziua de 23 Iunie 1927, când prin telegramă Nr. 10684 din aceeași zi, semnată de subsecretarul de Stat dela interne R. Franasovici, este încumostănit că i s'a primit pe această zi demisiunea sa înregistrată la Minister la No. 15937 din 15 Mai 1926. În aceeași zi de 23 Iunie 1927, același subsecretar de Stat ordonă să se ia măsuri de convocarea consiliului comunal pentru ziua de 26 Iunie 1927, spre a alege pe cei 3 consilieri candidați din cari ministerul să confirme un nou primar. Ordinul a fost executat, consiliul municipal convocat s'a întrunit în ziua de 26 Iunie 1927, a desemnat pe cei 3 candidați, dintre cari a doua zi 27 Iunie 1927, subsecretarul de Stat R. Franasovici prin decizia No. 10938 publicată în „Monitorul Oficial” No. 208 din 21 Septembrie 1927, a confirmat ca primar pe Gherman Pântea.

Că reclamantul Sebastian Teodorescu, în chiar ziua de 23 Iunie 1927, a protestat telegrafic în contra modului, cum a fost scos din funcțiune, arătând, că el n'a demisionat și că subsecretarul de Stat a făcut uz de un proiect de demisie pierdut ori sustras și anulat de el prin notificarea dela 24 Aprilie 1926, trimisă prin portărei ministerului; că apoi în ziua de 26 Iunie 1927, reclamantul a cetit și depus înaintea consiliului comunal convocat, înainte de orice lucrare, și apoi după terminarea ședinței, o plângere adresată Ministerului de interne, denunțând ca ilegal modul cum a fost declarată vacantă funcția de primar, și care n'ar fi în realitate decât o înlocuire deghizată, făcută cu violarea art. 77 și 83 din legea administrativă, arătând și vitiile convocării și constituției consiliului comunal, iar o contestație identică o depune a doua zi, 27 Iunie 1927, direct la Ministerul de interne, înregistrată la No. 16573 din 27 Iunie 1927, cerând să se reintre în legalitate și să se anuleze alegerea făcută la 26 Iunie 1927;

Că, în urmă, reclamantul Sebastian Teodorescu, văzând, că ministerul nu se pronunță asupra acestei contestații în termenul de 10 zile prevăzut de art. 33. 200 și 373 din legea administrativă, a chemat pe minister în judecată direct înaintea Inaltei Curți de casație pe temeiul art. 27 din legea organică a Inaltei Curți și pretinzând, că, prin tăcerea sa, ministerul ar fi întrerupt cursul justiției, cere Inaltei Curți să constate ilegalitatea procedurii subsecretarului de Stat, incompetent și să rezolve Inalta Curte în fond contestația, să anuleze toate măsurile ilegale semnalate în contestație și să-l reintegreze în toate drepturile sale legale; acest recurs este pendente la Inalta Curte cu termen de judecată la 1 Mai 1928.

Că afară de acest recurs direct, reclamantul Sebastian Teodorescu intentează contra Ministerului de interne la 5 Iulie 1927 la Curtea de apel Chișinău o acțiune în contencios administrativ, cerând să se anuleze actul ilegal, prin care a fost scos din funcțiunea de primar, nefiind nici o demisiune valabilă din partea sa; că această acțiune și-a retras-o în urmă în ședința dela 30 Septembrie 1927, când Curtea de apel, prin decizia Nr. 7 din aceeași zi, a luat act de retragerea acțiunii, decizie însă atacată cu recurs de reclamantul Sebastian Teodorescu, iar recursul de asemeni pendente la Inalte Curte.

Că, în fine, la 14 Ianuarie 1928, reclamantul Sebastian Teodorescu înaintează Ministerului de interne acțiunea de față, prin care cere

1) Ca pe calea acestei acțiuni. Curtea de apel să se substituie Ministerului de interne și să rezolve dânsa contestația sa adresată Ministerului și lăsată cu rea voință în contra legii nerezolvată dela 28 Iunie 1927, până astăzi;

2) Să se anuleze toate măsurile, toate actele ilegale săvârșite de subsecretarul de Stat, prin cari a fost considerat demisionat și scos din funcțiune pe ziua de 23 Iunie 1927, precum și toate actele ilegale săvârșite de același subsecretar de Stat cu privire la alegerea și confirmarea altui primar, iar ca consecință să fie reintegrat pe ziua de 23 Iunie 1927 și să i se acorde 700.000 lei daune materiale și morale cauzate prin aceste acte de autoritate arbitrară;

Având în vedere că astăzi se susține de Ministerul intimat, că primul capăt de cerere din acțiunea de față este întemeiat pe art. 1 din legea contenciosului administrativ, care în partea finală a acestui text se ocupă de reaua voință a autorităților administrative de a rezolva o cerere privitoare la un drept; că asemenea reclamațiuni în contencios administrativ, potrivit art. 4 al. II, trebuiesc introduse în termen de 60 zile dela înregistrarea cererii la autoritatea administrativă, sau 60 zile dela notificarea ei prin portărei; că plângerile făcute Ministerului de reclamantul Sebastian Teodorescu fiind primite și înregistrate la Minister în ziua de 27 Iunie 1927, iar acțiunea de față introdusă tocmai la 14 Ianuarie 1928, ea este peste termenul prevăzut de art. 4 al. II din lege, și trebuie respinsă ca tardivă;

Având în vedere că reclamantul Sebastian Teodorescu cere respingerea acestui incident, pentru motivul, că legea contenciosului administrativ prin art. 4 al. II, se ocupă numai de petițiile particularilor, făcute pentru ocrotirea unui interes pecuniar particular, și ca atare dispozițiile acestui text nu se pot aplica la contestația ce dânsul a introdus pe temeiul art. 33 și 200 din legea administrativă, prin care se urmărește nu valorificarea unor interese materiale, ci ocrotirea unor drepturi de ordine publică, create prin legi de ordine publică generale, deci drepturi exclusiv publice și nu particulare; că apoi, mai pretinde reclamantul, el făcând contestația la Minister, a lucrat în calitate de consilier comunal, adică de funcționar public și termenul de 60 zile din art. 4 al. II din legea contenciosului administrativ, în care se pot introduce plângerile în contra relei voințe a administrației de a rezolva o cerere, se referă numai la cererile făcute de particulari, iar nu și la acelea făcute de funcționarii publici, cari se pot plânga oricând;

Considerând că, potrivit art. 33 și 200 din legea de unificare administrativă, Ministerul de interne, în exercitarea tutelei administrative cu care este investit prin art. 377, este ținut ca nu numai când este sesizat de vreo contestație, adică de o reclamațiune din partea celor interesați, dar chiar din oficiu să verifice, dacă alegerea primarului s'a făcut în conformitate cu legea și trebuie să se pronunțe în termen de 10 zile dela data când i s'a făcut cunoscut alegerea sau dela primirea contestației; că, prin urmare, reclamantul lucrând în calitate sa de consilier comunal a avut dreptul să se plângă Ministerului prin contestația sa în contra actelor ilegale, ce pretinde a se fi săvârșit cu ocazia alegerii de primar, și să ceară anularea lor, iar refuzul autorității de a se pronunța îi dă dreptul să reclame în contencios administrativ;

Considerând că, prin art. 1 din legea contenciosului administrativ, care reproduce aproape cuvânt cu cuvânt art. 107 din Constituție, oricine, adică orice particular, persoană morală sau fizică, și orice calitate ar avea, adică fie funcționar public ori simplu muncitor manual, care printr'un act administrativ de autoritate ilegal s'ar pretinde vătămat în drepturile sale, ori dece natură ar fi aceste drepturi, căci legea nu face nici o distincțiune și deci, fie un drept derivând din Constituție sau altă lege de drept public sau privat, fie un drept pecuniar,

patrimonial sau extrapatrimonial, precum și oricare persoană de mai sus s'ar pretinde vătămată prin reaua voință a administrației de a-i rezolva o cerere privitoare la vreun drept mai sus arătat, poate face reclamațiune la instanțele judecătorești competente, pentru recunoașterea dreptului său;

Că aceste cereri în justiție, potrivit art. 4 din lege, se pot face oricând, afară de 2 excepții expres prevăzute și anume: 1) funcționarul înlocuit, mutat sau pus la retragere trebuie să reclame în termen de 30 zile dela publicarea în „Monitorul Oficial” sau dela data de când a luat cunoștință de actul vătămător. (Cas. III, decizia Nr. 1.179 din 17 Iunie 1925) și 2) în caz de rea voință a administrației de a rezolva o cerere, particularul adică petiționarul va intenta acțiunea în termen de 60 zile dela înregistrarea cererii la administrație sau de la notificarea cererii prin portărei;

Considerând că din expresiunile întrebuințate de legiuitor în art. 4 al. II din legea contenciosului administrativ, cu privire la cea de a 2-a excepțiune, prin care limitează la 60 zile termenul introducerii acțiunii în contencios rezultă neîndoios, că această limitare se referă la valorificarea dreptului acordat prin partea ultimă a art. 1 din aceeași lege, adică, în contra relei voințe a administrației de a rezolva cererea ce i-a fost adresată de orice persoană, cu privire la orice drept al său, din orice lege ar decurge, adică fie un drept public, politic, privat, patrimonial sau extrapatrimonial, și ca atare, eronat pretinde azi reclamantul, că numai pentru cererile privitoare la un interes pecuniar s'ar fi prevăzut termenul limitat de 60 zile și că pentru celelalte drepturi s'ar putea reclama oricând;

Considerând că din același text de lege mai rezultă, că legiuitorul fixează termenul redus de 60 zile în interesul administrației și având în vedere numai natura actelor administrative, iar nu calitatea persoanei care reclamă; că, dacă legiuitorul întrebuințează expresiunea de „particular”, aceasta o face numai prin antiteză cu administrația, căreia i se opune cererea, cuvântul „particular” însemnând în intenția legiuitorului petiționar sau reclamant; că, de altfel funcționarul care reclamă în justiție un drept în contra administrației de care depinde nici nu mai reprezintă administrația, ci lucrează ca un simplu particular față de dânsa; că, deci atât funcționarul public, cât și muncitorul se vor adresa instanței judecătorești în acest termen de 60 zile, dacă administrația nu le rezolvă cererea ce i-au adresat; că de altfel nu ar fi nici o rațiune de a distinge și a se favoriza pe funcționar care — după cum pretinde reclamantul — ar putea ori când introduce asemenea acțiuni pe când muncitorul simplu ar fi tratat mai sever și limitat la termenul de 60 zile;

Că, prin urmare, chiar dacă admitem că reclamantul consilier comunal, care în reclamația adresată Ministerului de interne se plângea că a fost ilegal scos din funcțiunea de primar, mai avea calitatea de funcționar public, încă el era ținut să intenteze acțiunea de față în 60 zile, astfel că și din acest punct de vedere prezenta acțiune este tardivă;

Având în vedere că reclamantul Sebastian Teodorescu, mai pretinde, că reclamațiunea sa adresată ministerului la 27 Iunie 1927, era un recurs administrativ ierarhic sau grațios, care nu încheie, ci din contra proroagă termenul acțiunii în contencios administrativ, după cum în mod unanim afirmă doctrina și jurisprudența franceză, și ca atare nu se poate spune, că vine azi târziu să reclame în justiție în contra tăcerii și relei voințe ministeriale, tăcere și rea voință care se produc indefinit și n'ar fi limitate prin vreun termen în legea română, astfel că poate reclama contra lor oricând;

Considerând că, dacă în linii generale normele cari guvernează contenciosul administrativ în Franța sunt în principiu aplicabile la noi, însă în ceea ce privește termenele în cari se introduc reclamațiunile în justiție legea română se îndepărtează complet de legea franceză și adoptă norme diametral opuse;

Că, în adevăr, în Franța termenul recursului în contencios

administrativ în contra actelor și deciziilor administrative care vatămă un drept este în genere de 2 luni, care curge însă, totdeauna, numai dela notificarea acestor acte și a deciziei pe care administrația este datoare s'o facă reclamantilor; Că, pentru ipoteza când administrația tace, refuză de a se pronunța, legea franceză până la 1864 nu lăsa posibilitatea de reclamațiuni în contencios, deoarece nu exista un act sau decizie care să poată fi atacată înaintea consiliului de Stat; că numai prin legea dela 1864, complectată la 1906, s'a înlăturat acest inconvenient, edictându-se că tăcerea administrației prelungită timp de 4 luni, echivalează cu o decizie de respingere, susceptibilă ca atare de atacat în contencios la consiliul de Stat; iar jurisprudența franceză, tălmăcind legea, adaogă că tăcerea prelungită de 4 luni echivalează în adevăr conform legii cu o decizie de respingere a cererii, însă cu o decizie nenotificată reclamantului; și, cum acolo termenul curge în toate cazurile numai dela notificare, urmează, că termenul în această ipoteză nu curge, și deci curge indefinit dreptul părților de a reclama în contencios;

Considerând că această doctrină, justificată pe textele legii franceze, nu poate fi admisă la noi acolo unde sunt prevăzute expres norme contrarii; că legea română, în art. 4 al. II, prevede că dacă administrația tace, nu rezolvă cererea reclamantului, acesta are drept să intenteze acțiune în contencios administrativ în termen de 60 zile, dela data când s'a înregistrat cererea sa la administrație, iar dacă administrația nu o înregistrează sau reclamantul nu poate cunoaște data înregistrării, termenul de 60 zile curge dela data notificării prin portărei a cererii sale;

Că, astfel fiind, soluțiunile doctrinei și jurisprudenței franceze în această materie nu pot fi admise la noi, mai ales că prorogarea termenelor prevăzute de lege este de strictă interpretare, și nu poate fi admisă fără un text de lege; că aceasta cu atât mai mult că și la noi, — după cum art. 31 din vechea lege a Înaltei Curți de casație o prevedea chiar expres, — acțiunea în contencios este independentă, și nu poate fi împiedecată, de așa zisul recurs ierarhic și poate fi intentată fie odată, fie înainte, fie în urma recursului ierarhic, cu condiția numai ca reclamantul în contencios să păzească termenele prevăzute în legea contenciosului administrativ;

Că deci și această obiecțiune a reclamantului contra incidentului de tardivitate este neîntemeiată;

Având în vedere că, reclamantul Sebastian Teodorescu, pentru a înlătura sancțiunea pierderii termenului de 60 zile din art. 4 al. II, mai susține, că, prin acțiunea sa de azi atacă numai „reaua voință” a Ministerului de interne, adică faptul însuși de ilegalitate sau exces de putere al Ministerului care tace, când este obligat să vorbească chiar din oficiu, conform art. 33 și 200 legea administrativă și să cenzureze actele subalternilor săi; că această tăcere prelungită, această rea voință de a rezolva o cerere este prin ea însăși o simplă cale de fapt, un simplu act abuziv de autoritate și constituie actul de ilegalitate de care se plânge, act abuziv care intră între actele administrative generale, de care se ocupă art. 1 din lege și care conform art. 4 al. I, pot fi atacate oricând, iar nu în excepția din art. 4 al. II, cu termen limitat de 60 zile; că — mai adaogă reclamantul — obiectul prezentei acțiuni nu este o cerere particulară, căci nu atacă contestația sa și reprocează intimatului, că n'a înțeles tema procesului și ia efectul drept cauză, c ezând că prin acțiunea de față se discută însăși contestația ce a adresat ministerului;

Considerând că textul art. 1 și 4 din legea contenciosului nu permite a se face distincțiunea ce încarcă reclamantul de oarece legea prin art. 1 face din reaua voință sau refuzul administrației de a rezolva cererea unei persoane un temei separat o cauză independentă care deschide părților ale contenciosului administrativ, alături și în afară de restul actelor administrative de autoritate cari pot vătăma un drept.

Că dacă legea nu s'ar fi ocupat în mod expres de reaua vo-

ință de a rezolva o cerere, atunci numai ar putea avea loc discuția, întrucât va fi asemănătoare celei din Franța înainte de 1864 și decide dacă ea intră sau nu în actele generale de autoritate contra cărora este deschisă calea contenciosului administrativ pe temeiul primei părți din art. 1 și contra cărora este deschisă ori când calea contenciosului, conform art. 4 al. I;

Că, pe câtă vreme însă, legea face din reaua voință de a rezolva o cerere, o cauză aparte de plângere în contencios, trebuie admisă astfel, cum o organizează legea, care nu izolează reaua voință de obiectul ei: rezolvarea unei cereri, și de sigur numai existența unei cereri prealabile făcute administrației, poate da naștere la refuzul administrației de a rezolva cererea, căci dacă cererea n'ar exista nici refuzul de a o rezolva n'ar putea avea loc, și ca atare nici plângerea în contencios;

Că fără temei face reclamantul din tăcerea ministerului un exces de putere, un act abuziv ilegal, o abatere dela îndatoririle sale impuse prin art. 33 din legea administrativă, care îl obligă pe ministru ca din oficiu să controleze legalitatea convocării și deliberării consiliului comunal și să cenzureze actele subalternilor săi;

Că, în adevăr, asupra legalității acestor acte ministerul n'a tăcut, căci primind lucrările conform art. 33 sus citat, în exercițiul dreptului de tutelă administrativă, cu care este investit, le-a verificat și aprobat, alegând un nou primar, dând deciziunea publicată în „Monitorul Oficial” Nr. 208 din 21 Septembrie 1927 și aceasta constituie răspunsul și actul ministerului și care poate fi atacat ca act pozitiv, dar nu tăcere și refuz de pronunțare;

Că dacă este ceva asupra căreia ministerul să nu se fi pronunțat formal ci numai implicit, este tocmai contestația, adică reclamația, cererea reclamantului, însă acest fapt, după cum s'a expus mai sus, este expres prevăzut în partea ultimă a art. 1 din legea contenciosului, și dreptul de reclamațiune în contencios este limitat la 60 zile prin art. 4 al. II, dela introducerea cererii la administrație, astfel că acțiunea de față este în adevăr tardivă în această privință;

Având în vedere că, prin cel de al doilea capăt de cerere din acțiunea de față, reclamantul Sebastian Teodorescu cere anularea acelor acte administrative de autoritate făcute cu violarea legii și fără competență, prin care reclamantul a fost considerat demisionat din funcțiunea de primar, precum și actele ce au urmat, convocarea consiliului comunal, alegerea altui primar și confirmarea noului primar Gherman Pântea, toate săvârșite de un funcționar incompetent, subsecretarul de Stat R. Franasovici;

Că de către ministerul intimat se pretinde că toate aceste acte constituiesc un singur act și anume: înlocuirea reclamantului din funcțiunea de primar, care trebuia atacată în termen de 30 zile, conform art. 4 al. II, din legea contenciosului administrativ, dela publicarea în „Monitorul Oficial” sau dela data când reclamantul a avut cunoștință de dânsule; că chiar dacă s'ar lua izolat fiecare din aceste acte, care toate la un loc formează „înlocuirea”, încă reclamantul nu se mai poate plânge astăzi, deoarece a trecut mai mult de 30 zile dela data de când reclamantul le-a cunoscut, astfel că acțiunea este tardivă;

Având în vedere că în afară de decizia de confirmarea noului primar Gherman Pântea, care a fost publicată în „Monitorul Oficial” Nr. 208 din 21 Septembrie 1927, nici unul din celelalte acte izolate de care se plânge reclamantul nu a mai fost publicat în „Monitorul Oficial”; că însă de toate aceste acte reclamantul a avut cunoștință și anume: a cunoscut scoaterea sa din funcțiune prin primirea demisiunii în ziua de 23 Iunie 1927, când a primit telegrama ministerului, contra căreia a și protestat telegrafic în aceeași zi; că la 26 Iunie 1927 a participat la ședința consiliului comunal convocat pentru alegerea altui primar, protestând de asemeni oral și în scris prin o declarație depusă de d-sa la dosar, prin care arată modul ile-

gal cum s'a declarat vacantă funcția sa de primar, depunând tot atunci și contestația către Ministerul de interne asupra modului, cum s'a declarat vacanța și s'a făcut alegerea; că mai rezultă cunoștința reclamantului și din împrejurarea că actele au fost executate de autoritatea publică față de reclamant care de altfel a și introdus acțiuni în justiție, atât recursul direct la Înalta Curte, prin care se plânga, că demisionarea sa este în realitate o revocare deghizată, cât și acțiunea în contencios administrativ din 5 Iulie 1927 și retrasă de el la 30 Septembrie 1927;

Considerând că toate aceste acte luate izolat nu sunt în realitate decât elementele componente ale unui act complex și anume „înlocuirea” expresiune în care se cuprinde și revocarea și orice alte formule prin care se indică scoaterea din funcțiune și pentru fiecare din ele reclamantul, potrivit art. 4 al. II din lege, trebuia să se plângă în termenul de una lună dela publicare sau, după cum arată Înalta Curte de Casație III, prin decizia Nr. 1170 din 17 Iunie 1925, dela data de când a avut cunoștință, căci toate aceste acte ca elemente componente ale înlocuirii nu pot fi supuse la condiții juridice alte decât înlocuirea însăși;

Că este peste puțință de admis, că actul complex „înlocuirea” să fie atacat numai decât în termenul de 30 zile, iar fiecare din actele elementare ce o compun să poată fi atacat oricând; căci atunci reclamantul, pentru a evita sancțiunea pierderii termenului de 30 zile, ar avea oricând puțință să atace separat fiecare din actele cari compun înlocuirea și să eludeze astfel legea, oeeace de sigur nu se poate admite;

Că de aceea acțiunea de față, introdusă tocmai la 14 Ianuarie 1928, este tardivă;

Având în vedere, că la incidentul de tardivitate a acestui capăt de cerere, reclamantul Sebastian Teodorescu, fără a tăgădui că a avut cunoștință de înlocuirea sa și de fiecare din actele de mai sus, care o compun, pretinde însă că este încă în termen de a intența prezenta acțiune, deoarece toate aceste acte au fost săvârșite de un funcționar cu desăvârșire incompetent, subsecretarul de Stat, d. R. Franasovici, care nu este un funcționar administrativ, ci politic; că, fiind vorba de o incompetență absolută, actele sale sunt inexistente în drept, ele fiind simple căi de fapt contra cărora nu curge nici o prescripție și poate oricând invoca inexistența lor;

Considerând că art. 100 din Constituție, care autoriză înființarea de subsecretariate de Stat, se mărginește să arate că subsecretarii de Stat vor putea lua parte la debaterile corpurilor legiuitoare sub răspunderea miniștrilor, de unde rezultă că această funcțiune are în adevăr și atribuțiuni politice;

Că totuși subsecretarii de Stat și la noi, ca și în Franța, sunt și autorități administrative și în principiu au aceleași puteri ca și miniștrii (M. Haurion, *Precis element de droit administratif*, ediția 1926, pag. 67);

Considerând, că, în adevăr, legea dela 5 Martie 1921, prin care se înființează un subsecretariat de Stat pe lângă Ministerul de interne, arată prin art. 2. că organizarea, atribuțiile și modul de funcționare al acestui subsecretariat se vor determina prin un regulament în limitele legii de organizare a Ministerului de interne;

Că, deși un atare regulament nu a fost încă întocmit, totuși din faptul că legea circumscrie atribuțiile și funcționarea subsecretariatului de Stat în limitele legii organice a Ministerului de interne, care nu se ocupă decât de funcționarii și serviciile administrative, rezultă deci suficient, că subsecretarul de Stat care are, și nu poate avea alte atribuții decât acele din legea organică a Ministerului de interne, este un funcționar administrativ;

Că, fiind un funcționar administrativ din compunerea Ministerului de interne, urmează, că subsecretarul de Stat nu poate fi considerat ca lipsit complet de orice autoritate și atribuții de funcțiune administrativă pentru ca actele săvârșite de el să fie considerate ca inexistente și această inexistență să

poată fi invocată de oricine și oricând, ci cel mult poate fi vorba de o încălcare din partea unui funcționar administrativ a atribuțiilor altui funcționar administrativ, adică este vorba de o incompetență relativă, care poate atrage numai nulitatea actelor, dacă anularea lor s'a cerut în termen;

Că, de aceea, admitând că subsecretarul de Stat, d. R. Franasovici a îndeplinit fără nici o delegație din partea ministerului actele de cari se plânga reclamantul, totuși viciul incompetenței sale, ca și alte vicii de lege ce le ar fi săvârșit, nu mai pot fi examinate, decât dacă reclamantul ar fi încă în termenul legal de 30 zile ca să se plângă contra acelor acte, situațiune în care însă; după cum s'a arătat mai sus, nu se mai află, căci termenul a expirat dela data când a avut cunoștință, și cel mai târziu dela 21 Septembrie 1927, data publicării în „Monitorul Oficial” a deciziei de confirmarea noului primar, decizie care cuprinde prin ea însăși răspunsul administrației la toate protestele și cererile reclamantului, și care trebuia atacat în termen;

Că, prin urmare, incidentul de tardivitate prezentei acțiuni fiind întemeiat, cată a se admite.

Pentru aceste motive, redactate de d-l consilier O. Gh. Cireș, respinge ca tardivă, acțiunea.

(ss) C. Climescu, Const. Georgescu, O. Gh. Cireș.

NOTA: Deciziunea de mai sus, redactată — foarte îngrijit, ca îndeobște, de unul din cele mai distinse elemente ale magistraturii noastre, fixează adevăratul conținut al *noțiunii* „particular” din al. 2 în fine art. 4 legea pentru contenciosul administrativ azi în vigoare... legiuitorul... (are) în vedere numai natura actelor administrative, iar nu *calitatea persoanei*, care reclamă;... dacă legiuitorul întrebuințează expresiunea de „particular”, aceasta o face numai *prin antiteză cu administrația*, căreia i se opune cererea; cuvântul „particular” însemnând, în intenția legiuitorului, *petiționar* sau reclamant;... deci atât funcționarul public, cât și orice alt muncitor (recte-cetățean)... de altfel n'ar fi nicio rațiune de a distinge și a favoriza pe funcționari, care — după cum pretinde reclamantul — ar putea oricând introduce asemenea acțiuni, pe când muncitorul simplu (recte orice alt cetățean) ar fi tratat mai sever, (fiind) limitat de termenul de 60 zile”.

În „Pandectele Săptămânale” din 8 Aprilie 1928 (pag. 303-304), sosite în Chișinău după 4 zile dela data deciziei de mai sus, se publică deciziunea Curții de Casație, S. III din 20 Ianuarie 1928, prin care se rezolvă în același mod aceeași chestiune... în ce privește susținerea recurentului că expresiunea „particular”, prevăzută în art. 4 al. II din legea pentru contenciosul administrativ, s'ar referi numai la persoane particulare, iar nu și la funcționari, Curtea de apel, cu drept cuvânt a respins-o, întrucât zisul text de lege nu face nicio distincțiune între funcționar și alte persoane particulare, iar expresiunea „particular” are un caracter cu totul general, indicând *situațiunea oricărei persoane față de Stat*”.

O dovadă că Dreptul este știință și nu artă, căci legile cugetării, puse în funcțiune, în diferite locuri, în fața uneia și aceleiaș probleme, dau soluțiuni identice.

* * *

Ceace, însă după opiniunea mea, nu este exact interpretat este partea finală a art. 1 din aceeași lege în antiteză cu prima parte a aceluiaș text, adică propozițiunea: „Oricine se pretinde vătămat... prin reaua voință a autorităților administrative de a rezolva o cerere privitoare la un drept...” în antiteză cu propozițiunea:

Oricine se pretinde vătămat... printr'un *act* administrativ de autoritate făcut cu călcarea legilor și a regulamentelor".

Stabilind, ca premiză majoră, înțelesul art. 1 din legea contenciosului administrativ, deciziunea de mai sus spune: „Considerând că, prin art. 1 din legea cont. adm., care reproduce aproape cuvânt cu cuvânt art. 107 din Constituție, oricine, adică orice particular, persoană morală sau fizică, și orice calitate ar avea, adică fie funcționar public ori simplu muncitor manual (recte orice alt cetățean, oricare altă persoană în raport cu Statul), care printr'un *act* administrativ de autoritate ilegal s'ar preinde vătămat în drepturile sale, oridece natură ar fi aceste drepturi, căci legea nu face nicio distincțiune, și deci, fie un drept derivând din Constituție, sau altă lege de drept public sau privat, fie un drept pecuniar, patrimonial sau extrapatrimonial, precum și oricare persoană de mai sus s'ar pretinde vătămată prin reaua voință a administrației de a-i rezolva o cerere privitoare la un drept mai sus arătat, poate face reclamațiune la instanțele judecătorești competente pentru recunoașterea dreptului său".

Se știe că „Legea pentru contenciosul administrativ din 23 Decembrie 1925" nu este, *în principiu*, de cât partea privitoare la materia contenciosului administrativ din „Legea pentru Curtea de Casație și Justiție din 17 Februarie 1912" *trecută din competența Curții de Casație*, ca primă și ultimă instanță, *în competența Curților de Apel*, ca prime instanțe, calea de atac la Curtea de Casație, deși denumită recurs, fiind, în realitate, un apel, înalta Curte putând, nu numai statuă ea însăși în fond oridecâteori ar fi vorba de o simplă aplicațiune a legii la faptele constatate" (cp. art. 53 din actuala lege pentru Curtea de Casație), ci chiar desăvârși în prealabil constatarea faptelor, administrând „proceduri preparatorii și probatorii prin comisii rogatorii către Curtea de Apel, care a judecat, sau prin delegațiunea unui membru al ei „(cf. art. 12 al. 3 legea pentru cont. adm.)".

Pentru lămurirea *principiilor* conținute în art. 1 din legea cont. adm. sânt, deci îndreptățit să recur la „Legea pentru Curtea de Casație și Justiție din 1912, edițiune oficială, București, Minerva, 1912, cuprinzând, ca anexe, amănunțitul și documentatul studiu-expunere de motive (pag. 49-109), rapoartele secțiunelor Senatului (pag. 163-172) și a Camerii (pag. 311-316), precum și foarte ample debateri parlamentare, atât în Senat (pag. 207-306), cât și în Cameră (pag. 340-454).

Ca să se afle la ce categorii de abuzuri administrative a înțeles legiuitorul să se refere în partea finală art. 1 și la ce categorii de abuzuri în prima parte a lui este negreșit indispensabil, dar și suficient, să vedem *ce exemple tipice de abuzuri s'au avut în vedere deo parte*.

Technica legiuitorului constă, în definitiv, în raționamente inductive.

Tehnica interpretului repetă tehnica legiuitorului.

Concluziunea ambilor: textul de lege construit, în ce privește pe acesta, înțelesul atribuit textului, în ce privește pe celălalt, nu pot conține nimic mai mult de cât *faptele*, de la cari s'a purces.

Cu privire la partea finală a art. 1, adică privitor la „reaua voință a autorităților administrative de a rezolva cererea privitoare la un drept", care nu diferă, în fond, de „refuzul autorităților administrative de a rezolva o cerere relativă la un asemenea drept", adică partea finală din al. f. § III art. 5 legea Cas. 1912, în

toate cele 287 pagini de expunere de motive, rapoarte, debateri parlamentare, n'am găsit de cât aceste *două exemple tipice*: „un particular *cere* liberarea unui *pașaport*", caz invocat, rând pe rând, la pag. 55, 66, 251, 345, și un particular *cere* *autorizație pentru repararea unei case*, caz invocat la pag. 303.

Aceste două cazuri tipice, cași oricare altul, care se mai poate ivi, *dar numai de aceeași NATURA*, ce generalizare permit?

Căci numai această generalizare poate constitui înțelesul adevărat al părții finale a art. 1.

Pentru a răspunde, însă, fără nicio posibilitate de critică, la această întrebare, să ne gândim și la prima parte a acestui articol, stabilind, astfel, înțelesul celei din urmă, în antiteză, cu înțelesul celei dintâi.

În partea finală a art. 1 din legea pentru contenciosul administrativ se vorbește de *INACTIVITATE administrativă*, adică de *ipoteza când, fără o cerere a unui particular privitoare la un drept nu poate avea loc niciun act administrativ de autoritate*, neputând, deci fi vorba înainte de cerere, nici de legalitate, nici de ilegalitate administrativă.

În prima parte a zisului articol se vorbește de *ipoteza, când poate avea loc un act administrativ de autoritate independent de cererea particularului privitoare la dreptul ce i s'ar fi violat prin acel act*, adică se vorbește de *ACTIVITATE administrativă*.

Exemplul tipic, cu care se începe enumerarea faptelor intrând în această a doua categorie este: „*administrația declară un imobil insalubru și ordonă dărâ-marea lui*", invocat la pag. 55, 247, 345, etc.

Să examinăm mai de aproape două din aceste exemple tipice în antiteză unul față de celălalt: cererea de autorizație pentru repararea unei case și declararea unei case ca insalubră cu ordonarea dărâmării ei.

Ambele sânt *privitoare la un același drept*: dreptul de proprietate garantat și prin Constituție și prin unele legi ordinare.

În primul caz, câtă vreme nu cer primăriei să-mi deie autorizație de reparare a casei, dreptul meu de proprietate asupra ei continuă a fi neștirbit; primăria nici nu mă vatămă în acest drept, nici nu mă folosește; primăria este în *nelucrare* față de mine, pentru că *nu se poate concepe ca primăria să-mi deie autorizație de reparare fără cerere din parte-mi*.

În al doilea caz, primăria intră în *lucrare*; declară imobilul meu insalubru, ordonă dărâmarea lui, ia măsuri de executare.

Dacă toată această *activitate* a primăriei este abuzivă, imobilul meu fiind în realitate salubru, am drept să fac, *oricând*, acțiune în contencios, fie înainte, fie și după dărâmare.

Tot în acest al doilea caz, însă, dacă aș cere primăriei să revie asupra declarațiunii de insalubritate, a ordinului de dărâmare, să oprească dărâmarea începută, iar primăria ar refuza acest demers al meu, aceasta m'ar face să pierd dreptul de a chema *oricând* în judecată primăria ca abuzivă, rămânând numai cu dreptul de a chema în judecată *în anumit termen* (1) pen-

1) Deciziune spune : „...în termen de 60 de zile de la înregistrarea cererii la autoritatea administrativă, sau 60 zile de la notificarea ei prin portărei...". Legea spune : „...după expirarea unui termen de 30 zile dela înregistrarea cererii la autoritatea administrativă sau de la notificarea ei prin portărei și în termen de 30 zile libere de la această dată", ceea, dacă este tot una sub raportul calculului tardivității sau netardivi-

tru refuz de a-mi satisface cererea de a reveni asupra actului abuziv ?!

Imposibil !!!

Nu aceasta au înțeles toți cei ce au lucrat la clădirea contenciosului administrativ în 1912!

Nu! Dimpotrivă! Ei au repetat de zeci de ori că urmăresc să dea completă satisfacțiune cetățeanului vătămat în drepturile sale prin acte administrative de autoritate abuzive, *oricând ar cere el*, doar cu anumite restrânse excepțiuni: în ce privește *natura actelor* (acte de guvernământ, etc.) și în ce privește *prescripția acțiunii* (cazurile de înlocuire, mutare, punere la retragere, în mod ilegal, de funcționari inamovibili legal numiți; cazurile de refuz de a se satisface o cerere — *din acele determinate mai sus* privitoare la un drept).

Dar, cazurile socotite ca excepțiuni nu pot fi înmulțite printr-o interpretare *extensivă* a textelor respective, căci știut este că excepțiunile sunt de cea mai strictă interpretare (strictissimo interpretatione), și, în cadrul unui text excepțional nu se pot însuma, prin analogie, *fapte, de altă NATURA decât natura faptelor avute tot timpul în vedere de legiuitor în lucrarea totală de întocmire a unei legi*.

Cu orice altă interpretare, partea finală din art. 1 — având caracter excepțional, după cum reese și din coroborarea ei cu partea finală din al. 2 art. 4, cu care se leagă *inseparabil* — ar căpăta însemnătatea și aplicațiune principală, *coborând* în schimb *principiul* *ca excepțiune*, cu alte cuvinte, *făcând din excepțiune principiu* și *din principiu excepțiune*, ceea ce ar fi a se răsturna întreaga economie a legii, dărâmându-se tot ce s'a clădit cu atâta trudă, treptat și progresiv, *în folosul cetățenilor vătămăți și în contra abuzurilor administrative*, dela 1905 încoace.

În speță, Sebastian Teodorescu chemase în judecata Curții de Apel, ca instanță de contencios administrativ, pe Ministerul de Interne, ca să se cerceteze și să se stabilească dacă subsecretarul de Stat dela interne R. Franasovici a făcut un act administrativ de autoritate legal sau nu, atunci când la 23 Iunie 1927 a *considerat* pe S. T. *demisionat* din postul de primar al Chișinăului, întemeindu-se pe un act de demisie înregistrat la Minister la 15 Mai 1926, dar pe care reclamantul l'a anulat, în modul cel mai energic, prin portărei, ca fiind sustras ori pierdut, încă de la 24 Aprilie 1926, adică chiar înainte de înregistrare.

Înalta Curte a avut de rezolvat această problemă și a rezolvit-o în sensul vederilor reclamantului (Cas. III,

tății acțiunii, nu este tot una sub raportul dreptului de acțiune și mai cu seamă sub raportul stabilirii adevăratului înțeles al părții finale a art. 1 legea cont. adm. în antiteză cu acel al părții lui inițiale.

În adevăr, înainte de expirarea termenului de 30 zile de la data înregistrării sau notificării cererii, deși cererea există, nu există drept la acțiune, pentru că nu există act administrativ de autoritate, nici legal, nici ilegal, administrația n'a intrat în lucrare, a continuat a rămâne în *neactivitate*. Numai la expirarea acestui termen administrația este considerată de lege ca refuzând a intra în lucrare, *a îndeplini în favoarea petiționarului serviciul public datorit atunci când îi este cerut și NU-MAI atunci când îi este cerut*.

Ușor se desprinde acum adevăratul înțeles al părții inițiale din art. 1: ipoteza când autoritate intră în lucrare independent de cererea particularului, cazurile de *activitate* administrativă, în opoziție cu cazurile de *neactivitate*.

dec. 617 din 27 Iunie 1921; Pand. Rom. 1922, III, p. 91).
Sine ira; pro studio!

CONSTANTIN TEODORESCU
Avocat Chișinău

RECENZII

...TEZE DE DOCTORAT...

Stelian Ionescu. *Drepturile acționarilor în contra deciziunilor nelegale ale adunărilor generale. Studiu de drept comercial comparat 1927.* (Ed. Cultura Națională pag. 66. Lei 120).

O problemă întotdeauna delicată, dar devenită acum de acută actualitate aceea a raporturilor dintre acționari și societatea anonimă, este documentat studiată cu prilejul adnotării hotărârilor pronunțate de Înaltele noastre instanțe judecătorești asupra unui recent conflict dedus în fața justiției.

Autorul analizează cu acest prilej rolul adunărilor generale și natura juridică a deliberațiunilor lor și dreptul de rezistență al acționarilor lezați prin deliberațiile legale, ocupându-se pe larg de acțiunea în anulare a acestor deliberări, de condițiunile de exercitare, procedură, competență, efecte și cauze de stingere a acțiunei.

După o serie de observațiuni de amănunt autorul își încheie lucrarea cu utile propuneri de lege ferenda, printre cari semnalăm necesitatea unui cazier al societăților, a unei alcătuirii a consiliilor de administrație din persoanele cari efectiv administrează și cari să răspundă personal de invalidarea deliberațiilor ilegale întocmită astfel încât drepturile acționarilor să nu devie derizorii.

Aceste propuneri sunt concretizate într'un proiect de nouă redacțiune al art. 1656 c. com. care încheie lucrarea.

A. V.

A apărut STUDII JURIDICE VOL. II de N. Georșean, judecător de ședință la Tribunalul Ilfov cuprinzând: Studii de drept civil, procedura civilă, drept penal, procedura penală și drept comercial. *Prețul 250 lei.* — De vânzare la „Curierul Judiciar”.

A apărut în Editura „Adevărul” UNIREA BASARABIEI. FAPTE ȘI DOCUMENTE, de cunoscutul avocat și distins publicist Lascăr Antoniu, conținând: Prefața autorului cu portretul său; Propunerea de Unire; Discursul lui Alex. Marghiloman, cu portretul său; Discursul d-lui Prof. C. Stere, cu portretul său; Unirea; Telegrama Regelui Ferdinand I și portretul său; Compunerea „Statului Țării”; Cine a votat Unirea; Cine a votat contra Unirei; Cei cari s'au abținut dela vot; Cei absenți; Instalarea justiției; Cum a decurs solemnitatea; Discursul Ministrului de Justiție Mitileneu, cu portretul; Discursul d-lui Pelivan, cu portretul; Misiunea Justiției Române; Reinstalarea instituțiilor judecătorești Române; Discursul d-lui Erbiceanu, prim-președintele Curții de Apel Chișinău, cu portretul; Discursul d-lui P. Cazacu; Discursul d-lui Lascar Antoniu; Discursul d-lui avocat Osvald Teodoreanu, cu portretul; Telegrama transmisă Regelui Ferdinand și Răspunsul Său; Documentele Unirei.

Broșura e foarte interesantă, având 80 pagini Prețul 6 lei.